Ljubljana, capitale du zéro déchet à l’épreuve de l’incinérateur

Description

Première capitale de l’Union européenne à rejoindre*, en 2014,* le réseau Zero Waste, Ljubljana a transformé la manière dont ses habitants trient et paient leurs déchets. La collecte en porte-à-porte, la tarification au volume, la régie publique et le centre de traitement ultramoderne ont fait de la ville une référence. Douze ans plus tard, les progrès ralentissent et un projet d’incinérateur vient mettre cette réussite à l’épreuve

Au début des années 2000, Ljubljana envoyait encore l’essentiel de ses ordures à la décharge. La capitale slovène ne disposait ni d’une culture du tri bien établie ni d’une avance technologique particulière. C’est précisément ce qui rend sa trajectoire remarquable. La collecte séparée commence en 2002, avant même que la législation nationale ne l’impose, puis les biodéchets sont progressivement collectés au pied des habitations. En 2012, la municipalité accélère : nouveaux bacs, collecte en porte-à-porte et tarification incitative. Deux ans plus tard, elle adopte un plan d’action en vigueur jusqu’en 2035 et devient la première capitale de l’Union européenne à intégrer le réseau Zero Waste.

De la décharge au zéro déchet

Cette continuité compte autant que les équipements. La politique est décidée par la ville et mise en œuvre par VOKA SNAGA, entreprise publique chargée de la collecte et du traitement. Entre les objectifs politiques et le service quotidien, les responsabilités sont clairement définies. La municipalité peut modifier les tournées, la taille des bacs ou les campagnes d’information sans renégocier une mosaïque de contrats privés. Le zéro déchet n’est donc pas conçu comme une opération ponctuelle mais comme un service public appelé à transformer durablement les habitudes.

La stratégie reprend la hiérarchie européenne : éviter d’abord la production de déchets, puis réutiliser, recycler et composter ; ne réserver l’enfouissement ou la valorisation énergétique qu’à ce qui ne peut plus être récupéré. « Zéro » ne signifie pas la disparition immédiate de toute poubelle. Il désigne une direction et oblige la ville à mesurer ce qui reste dans le bac noir.

La poubelle noire comme levier

Ljubljana n’a pas demandé aux habitants de devenir écologistes par la seule force des affiches. Elle a modifié l’environnement matériel dans lequel ils jettent. Papier, emballages et biodéchets sont collectés au plus près des logements ; dans le centre historique, des conteneurs enterrés accessibles par carte remplacent les alignements de bacs. La fréquence de ramassage des ordures résiduelles a, elle, été réduite, parfois jusqu’à un passage toutes les trois semaines dans les zones peu denses. Au final, trier devient plus simple que ne pas trier.

La facture renforce ce signal. Le coût dépend notamment du volume des bacs et de leur fréquence de vidage, tandis que le papier, le verre et les emballages séparés ne donnent pas lieu à une facturation spécifique. Plus le bac noir est petit et rarement présenté, plus le ménage est incité à détourner les matières recyclables. Dans les immeubles, où les conteneurs sont partagés, le mécanisme est moins individualisé ; il repose davantage sur les règles communes et la pression du collectif. La ville a accompagné le dispositif par des explications sur les calendriers, les consignes et le calcul des tarifs. Les premières résistances à la diminution des tournées n’ont pas été niées : la municipalité a maintenu le cap tout en adaptant le service en fonction de la densité des quartiers.

Depuis 2016, le centre régional RCERO complète ce système. Il traite les biodéchets et les ordures mélangées de près de 60 communes, soit environ 890 000 habitants. Le compostage et la méthanisation produisent du compost, du biogaz, de la chaleur et de l'électricité. Selon l'opérateur, le traitement mécanique et biologique permet de récupérer, sous forme de matériaux ou de combustible, jusqu'à 95 % du contenu résiduel reçu, et d'en enfouir moins de 3 %. Ce résultat ne remplace pas le tri à la source, mais réduit fortement la mise en décharge.

Un champion encore loin du « zéro »

Les résultats sont spectaculaires. En 2014, Ljubljana collectait déjà séparément 61 % de ses déchets municipaux ; le taux atteignait 69,9 % en 2023. À l'échelle de l'Union européenne, 48 % des déchets municipaux étaient effectivement recyclés en 2024.

La comparaison doit toutefois rester prudente : la collecte séparée et le recyclage final ne mesurent pas exactement la même chose. Elle situe néanmoins la capitale slovène parmi les villes les plus avancées. Le volume d'ordures résiduelles par habitant a, lui aussi, fortement diminué au cours des années 2010.

Mais le rythme s'est tassé. Au printemps 2025, la ville communiquait toujours sur un taux arrondi à 70 %, alors que son plan visait 75 à 78 % en 2025, puis 80 % en 2035. L'autre faiblesse concerne la prévention. Le plan fixait, pour 2025, un plafond de 280 kilogrammes de déchets municipaux par habitant et de 60 kilogrammes de déchets résiduels. Or, la municipalité indique désormais qu'environ 370 kilogrammes de déchets municipaux sont encore collectés par personne et par an. La ville trie beaucoup mieux qu'hier, mais elle jette encore trop de déchets par rapport à ses objectifs.

Ce décalage rappelle une limite fréquente des politiques de gestion des déchets. Les bacs colorés, les centres de tri et les taux de collecte sont visibles et faciles à comptabiliser. La réduction à la source suppose d'agir plus en amont : produits réparables, réemploi, consigne, lutte contre le gaspillage, achats publics et pratiques des commerces. En 2025, une analyse de la région urbaine de Ljubljana reconnaissait d'ailleurs que la quantité totale de déchets municipaux augmentait et appelait à renforcer la prévention, la réparation et le réemploi. Le succès du tri a réglé une partie du problème mais pas celui de la consommation de ressources.

L'incinérateur, test de vérité

C'est dans ce contexte que Ljubljana prépare TEO, une unité de valorisation énergétique. Le projet pourrait permettre de brûler 130 000 tonnes par an de fractions combustibles issues des déchets municipaux de l'ouest de la Slovénie et fournir chaleur et électricité à plus de 20 000 foyers. La ville évalue l'investissement à environ 200 millions d'euros et présente l'équipement comme un moyen de cesser d'exporter ces résidus vers des incinérateurs étrangers, de sécuriser le chauffage urbain et d'accélérer la sortie du charbon. Energetika Ljubljana et VOKA SNAGA ont déposé leur candidature à la concession nationale en février 2026 ; le choix du site et les procédures environnementales restent à venir.

Pour la municipalité, l'incinérateur ne recevrait que ce qui ne peut plus être recyclé. Ses opposants redoutent au contraire un verrouillage sur plusieurs décennies : une installation dimensionnée pour 130 000 tonnes doit être alimentée, alors que la logique zéro déchet commande de réduire ce flux. Le réseau slovène Zero Waste a placé Ljubljana sous « carton jaune » en raison de la nature de ce projet et de retards dans la publication de ses résultats. Des associations et des professionnels de santé demandent également que les coûts, les émissions et les solutions alternatives soient discutés publiquement.

Le dilemme ne se résume pas à opposer une ville vertueuse à une technologie polluante. Les résidus combustibles existent déjà et leur exportation ne fait que déplacer l'incinération. Mais la capacité choisie engage les politiques futures : plus elle est importante, plus la prévention et le recyclage risquent d'entrer en concurrence avec le besoin de combustible. Après avoir montré que les gestes changent lorsque les règles, les tarifs et les services vont dans le même sens, Ljubljana doit désormais prouver que ses infrastructures resteront subordonnées à la réduction des déchets.

L'expérience de la Slovénie demeure donc précieuse mais elle n'est pas une recette à copier mécaniquement. Elle suppose une régie publique capable d'investir, une direction politique stable, un service jugé fiable et une population qui

comprend les règles. La principale leçon de l’expérience de Ljubljana n’est finalement ni le bac enterré ni le centre RCERO : c’est plutôt la cohérence entre les institutions et la vie quotidienne. Le projet TEO dira si cette cohérence peut survivre au passage du tri des déchets à leur véritable prévention.

Vignette : Zero waste in Ljubljana (© 2026 Ljubljana Tourism).

* Hai Minh Do est diplômée du master de Management durable et Impact social de l’ESSCA School of Management de Paris.

Pour citer cet article : Hai Minh Do (2026), « Ljubljana, capitale du zéro déchet à l’épreuve de l’incinérateur », *Regard sur l’Est*, 12 octobre.

DOI 10.5281/zenodo.23455826

Retour en haut de page

date créée
12/10/2026
Champs de Méta
Auteur-article : Hai Minh Do*